

Journée du CERT 2025

Le droit collectif du travail Nouveautés en droit du travail

Vendredi 20 juin 2025



Aula des Jeunes-Rives
Université de Neuchâtel
Espace Tilo-Frey 1
2000 Neuchâtel



8 h 15 Accueil des participant-es

8 h 50 Ouverture du colloque

NOUVEAUTES EN DROIT DU TRAVAIL

9 h 00 Droit privé et public du travail, procédure civile, fonction publique et sécurité sociale
Aurélien Witzig, avocat, titulaire du CAS de spécialisation en droit du travail, professeur titulaire à l'Université de Neuchâtel
Guillaume Jéquier, avocat, Neuchâtel
Valérie Défago, doyenne, professeure à l'Université de Neuchâtel
Anne-Sylvie Dupont, professeure aux Universités de Genève et de Neuchâtel

10 h 15 Pause

LE DROIT COLLECTIF DU TRAVAIL

10 h 45 Les sources et le développement du droit collectif du travail
Jean-Philippe Dunand, avocat, professeur à l'Université de Neuchâtel

11 h 15 La prévention et la gestion des conflits collectifs
Rémy Wyler, avocat, spécialiste FSA en droit du travail, professeur à l'Université de Lausanne

11 h 45 Questions du public et discussion

12 h 30 Repas

14 h 00 La participation des personnes employées dans le contexte de l'intelligence artificielle
Isabelle Wildhaber, avocate, professeure à l'Université de Saint-Gall

14 h 30 Les salaires minimaux : évolutions en droit suisse
Karine Lempen, professeure à l'Université de Genève

15 h 00 Questions du public et discussion

15 h 20 Pause

15 h 40 Le droit collectif du travail dans la fonction publique
Mercedes Novier, avocate, spécialiste FSA en droit du travail, docteure en droit, Pully

16 h 10 Le contrôle des conditions de travail par les partenaires sociaux
Christian Bruchez, avocat, spécialiste FSA en droit du travail, Genève

16 h 40 Questions du public et discussion

17 h 00 Clôture

Finance d'inscription

Comprend les présentations sous format électronique, un ouvrage, le repas et les pauses.

Tarif étudiant·es et personnes en formation (merci de nous faire parvenir un justificatif)

CHF 320.-

CHF 150.-

Délai d'inscription

Mardi 10 juin 2025. Les désistements sont acceptés sans frais jusqu'à cette date. Passé ce délai, le montant de l'inscription n'est plus remboursé. Il est toutefois possible de se faire remplacer.

Lieu au choix

En présentiel

Aula des Jeunes-Rives
Université de Neuchâtel
Espace Tilo-Frey 1
2000 Neuchâtel

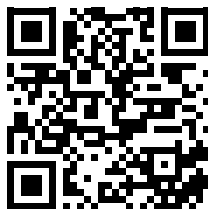
En visioconférence

L'adresse de connexion sera
communiquée par e-mail le
jour précédant le colloque.

Renseignements

Secrétariat - Formation
Faculté de droit
Université de Neuchâtel
Tél. : 032 718 12 22
droit.formation@unine.ch

Inscription



En ligne sur :

droitne.ch

Par e-mail à :

droit.formation@unine.ch

Par courrier postal :

Secrétariat - Formation
Faculté de droit, Université de Neuchâtel
Av. du 1^{er}-Mars 26, 2000 Neuchâtel

Je prendrai part au colloque **Le droit collectif du travail** du 20 juin 2025 et m'engage à verser la finance d'inscription, au plus tard le jour précédant le colloque, au moyen du bulletin de versement qui me sera envoyé à mon adresse e-mail.

Je souhaite participer en :

Présentiel

Visioconférence

Je suis :

Stagiaire

Etudiant·e

Je prendrai part au repas de midi :

Oui

Non

Végétarien

Nom :

Prénom :

Profession :

Adresse professionnelle :

Code postal :

Localité :

Tél. professionnel :

E-mail :

Date :

Signature :

Objectifs de la journée

Nouveautés en droit du travail 2024-2025

La première partie du séminaire sera consacrée aux nouveautés en droit du travail dans une approche large :

- ✓ Droit privé du travail
- ✓ Droit public du travail
- ✓ Fonction publique
- ✓ Procédure
- ✓ Sécurité sociale

Le droit collectif du travail

La deuxième partie du séminaire sera consacrée ...

Exemples de questions traitées :

- ✓ Quelles sont les origines et les sources du droit collectif du travail ?
- ✓ Qu'est-ce qu'un conflit collectif de travail ?
- ✓ Pourquoi saisir l'Office cantonal de conciliation ?
- ✓ A qui s'appliquent les lois cantonales sur les salaires minimaux ?
- ✓ Comment s'articulent les salaires minimaux cantonaux avec ceux des CCT et des CT ?
- ✓ Quelles sources juridiques permettent aux partenaires sociaux de contrôler les conditions de travail ?
- ✓ Qu'est-ce qu'une commission paritaire et quelles sont ses prérogatives à l'égard des employeurs/employeuses et des travailleurs/travailleuses ?
- ✓ Quels sont les droits de participation des travailleurs/travailleuses dans le cadre de l'utilisation de systèmes algorithmiques sur le lieu de travail ?
- ✓ Quelle serait la valeur ajoutée d'une participation accrue pour les employé-es et pour l'employeurs/employeuses ?
- ✓ En droit de la fonction publique, quelles sont les conditions d'une grève licite ?
- ✓ Peut-on restreindre le droit de faire grève dans la fonction publique ?